



MICHEL HUSSON

## **LES CASSEURS DE L'ÉTAT SOCIAL**

**Des retraites à la Sécu : la grande démolition**

Editions La Découverte

collection « Sur le vif », 2003

ISBN : 2-7071-4189-5

**Prix : 6,40 €**

- ✓ Présentation et table des matières
- ✓ Introduction : les chantiers de la démolition
- ✓ Conclusion : la proximité du radicalisme

## Présentation

Une « réforme » peut en cacher une autre. Après les retraites, la décentralisation et le régime des intermittents, le gouvernement Raffarin est bien décidé à s'attaquer à la santé et l'assurance-maladie, ainsi qu'à l'ouverture du capital d'EDF et GDF, prélude à leur privatisation.

Michel Husson montre que cette succession de « réformes » s'inscrit dans un plan global de démontage de l'État-providence, en phase directe avec la « refondation sociale » du Medef. Même si « la pente est raide », l'objectif visé du gouvernement Raffarin est ambitieux : c'est la « casse » de l'État social, autrement dit la liquidation programmée des droits sociaux et des dispositifs de protection conquis par les salariés dans la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle. Michel Husson analyse ensuite comment ce projet de démolition ne concerne pas que la France, et s'inscrit dans un cadre plus large, où la Commission européenne joue un rôle central de coordination et d'harmonisation. Les principes énoncés par le projet de Constitution européenne ne font d'ailleurs que codifier cette subordination des aspirations sociales aux exigences d'une société de marché.

Reste à définir les alternatives : elles existent ! Mais elles s'articulent à deux impératifs préalables : d'abord, récuser les arguments de la raison économique libérale dont les bienfaits apparaissent de plus en plus virtuels, et en tout cas accaparés par une couche sociale de privilégiés ; ensuite penser la modernité régressive qui est la nôtre, et battre en brèche les accusations d'« archaïsme » et de « corporatisme ». Un projet alternatif, fondé sur la garantie de droits sociaux élargis, peut alors s'affirmer comme une nouvelle modernité.

*Michel Husson est économiste, membre du Conseil scientifique d'Attac et de la Fondation Copernic. Il est l'auteur de Le grand bluff capitaliste (La Dispute, 2001).*

## Table des matières

Introduction	Les chantiers de la démolition
Chapitre 1	La liquidation des retraites
Chapitre 2	La démolition sociale
Chapitre 3	La machinerie européenne
Chapitre 4	La civilisation comme alternative
Conclusion	La proximité du radicalisme

## Introduction

Une « réforme » peut en cacher une autre. Après celle des retraites et la décentralisation, c'est la santé qui devrait suivre, assortie éventuellement d'une ouverture du capital d'EDF et GDF, prélude à leur privatisation. Ce petit livre d'intervention se propose de montrer qu'il s'agit là d'un projet de déconstruction systématique, qui conduit l'État social à se transformer en un État antisocial.

Il faudrait aujourd'hui une bonne part de naïveté pour ne pas au moins pressentir que cette avalanche de « réformes » n'est pas seulement une coïncidence, qu'elle exprime en réalité un projet bien plus cohérent qu'il ne se présente lui-même. A la racine des mouvements sociaux du printemps et de l'été 2003, on trouve une prise de conscience accélérée de cette offensive cohérente et systématique qui finit par donner le vertige. Il n'y a plus, en France, aucun secteur de la vie en société qui ne soit concerné, plus ou moins directement. Les transports, l'eau, l'électricité, la poste, la santé, l'école, l'emploi, le statut professionnel, la retraite : tout autour de nous est devenu mouvant et incertain. Il existe de moins en moins de règles du jeu stables, de repères garantis. Il est devenu difficile pour un individu d'anticiper et de guider sa propre trajectoire, de former des projets pour soi et encore moins pour ses enfants<sup>1</sup>.

Ce projet totalisant de destruction de l'État social, des droits et protections qu'il garantit, ne se donne pas pour tel. Il présente chacune de ses offensives sectorielles comme la recherche d'une réponse à une difficulté spécifique : le « choc démographique » pour les retraites, la « surconsommation médicale » pour la santé, l'« inefficacité » des services publics, etc. On comprend bien la manœuvre : une telle entreprise n'a aucun intérêt à faire étalage de la cohérence radicale qui est la sienne. Il est bien plus habile d'avancer « en crabe », afin de ne pas heurter de front les résistances sociales et surtout d'éviter leur coordination<sup>2</sup>. Pour ne prendre qu'un exemple, le gouvernement Raffarin dispose aujourd'hui d'un projet très abouti de « réforme » de l'assurance maladie. Mais l'ampleur du mouvement sur les retraites et la pugnacité dont ont fait preuve tour à tour les enseignants et les intermittents du spectacle vont le contraindre à étaler dans le temps sa mise en œuvre – elle est pour l'heure reportée à l'automne 2004. Il va de soi que les conséquences de la canicule de l'été rendent maintenant très difficile une offensive qui vise à remettre des pans entiers de la santé à l'initiative privée, alors que les réactions à cette catastrophe ont révélé une aspiration sociale très forte à de meilleurs services publics. Personne, même parmi les ultra-libéraux, n'a osé suggérer que des

---

<sup>1</sup> Voir Richard Sennett, *Le travail sans qualités*, Albin Michel, Paris, 2000.

<sup>2</sup> On trouvera un mode d'emploi assez hallucinant in Christian Morisson, *La faisabilité politique de l'ajustement*, Cahier de politique économique n°13, Centre de développement de l'OCDE, 1996 <<http://hussonet.free.fr/ocdemorr.pdf>>

mécanismes de marché auraient permis de mieux faire face aux problèmes rencontrés dans les services d'urgence, les maisons de retraites ou dans les morgues encombrées de cet été 2003.

Les points d'application des « réformes » sont pourtant clairement annoncés : un peu partout en Europe, il s'agit de réduire autant que faire se peut les dépenses socialisées (c'est-à-dire financées par l'impôt ou la cotisation sociale) et notamment les retraites, les dépenses de santé et les allocations de chômage. Comme il s'agit d'une remise en cause de ce que la majorité de la population considère comme autant d'acquis, il faut trouver des justifications à cette entreprise de démolition systématique. Le discours de la « réforme » invoque très rapidement des données et contraintes extérieures à la société et sur lesquelles celle-ci n'a donc aucune prise.

À l'invocation du caractère « inéluctable » des réformes s'ajoute ce que l'on pourrait appeler une « rhétorique de la dénégation » dont la lettre sur les retraites que Jean-Pierre Raffarin a adressée aux Français le 7 mai 2003 fournit une parfaite illustration. « Si nous ne faisons rien aujourd'hui, dans moins de vingt ans, nos pensions seront réduites de moitié » commence par nous prévenir le Premier ministre. La réforme est donc nécessaire, mais aussi magique, car « une harmonisation et un allongement progressifs des durées de cotisations » suffiront, non seulement à préserver le niveau des pensions, mais à obtenir « plus de sécurité (...) plus de liberté, en permettant à ceux qui font le choix de travailler plus longtemps d'améliorer leur retraite » et même « plus de solidarité, envers ceux dont les montants de retraite sont les plus faibles ». Il y a pourtant deux écueils logiques flagrants dans ce discours : les pensions ne seraient divisées par deux (en 40 ans plutôt qu'en 20 soit dit en passant) que si l'on refuse toute augmentation de la part du revenu national qui leur est consacrée augmente ; mais qui en a décidé ainsi ? Le second écueil logique résulte de la disproportion entre la catastrophe annoncée (une division par deux) et les tout petits sacrifices qu'il faudra consentir. Le discours oscille ainsi entre la dramatisation et l'engagement solennel de « sauvegarder » des systèmes dont on nous répète pourtant qu'ils sont désormais au-dessus de nos moyens.

En réalité, il s'agit bien de contre-réformes qui, loin de chercher à résoudre des difficultés sectorielles, font système : l'objectif est de vider l'État social de sa substance en transformant profondément la logique de son fonctionnement. Ce projet n'est pas neuf. La période néo-libérale qui s'est ouverte au début des années 1980 a vu se mettre en place un processus lent, insidieux, mais implacable, de corrosion de l'État-providence (*welfare state*) ou encore État social, qui recouvre l'ensemble des garanties qu'offrent à la vie en société la protection sociale, les services publics et un relatif plein emploi.

La remise en cause de l'État social est souvent justifiée par la mondialisation, qui impliquerait un déplacement de la « gouvernance » à un niveau supranational, voire mondial, et conduirait à une perte de substance des États-nations, à commencer par leur volet social. Cette présentation est incomplète : le tournant néo-libéral n'est pas venu d'ailleurs ; il est le fruit

de politiques néo-libérales *menées dans chaque pays par les gouvernements* qui fabriquent les contraintes de la mondialisation autant qu'elle s'y soumettent. L'État social n'est pas détruit par les coups de boutoir de la mondialisation. Sous l'influence du dogme néo-libéral, il se transforme lui-même, en se dessaisissant de certaines de ses fonctions, pour mieux se recentrer sur les autres. Plutôt que d'un État cédant aux pressions antisociales de la mondialisation, nous avons affaire à la transformation de l'État social en État anti-social.

Dans le cas des retraites, la justification invoquée est la prétendue « fatalité démographique », mais l'intense débat qui a accompagné le mouvement social a permis de saisir qu'il ne s'agissait là que d'un prétexte au démontage du système. Contrairement au slogan gouvernemental, il existait des alternatives, et même un scénario de compromis possible. La démonstration en est rappelée dans le premier chapitre, consacré à la *liquidation des retraites*. Il se demande pourquoi et comment ce débat central a pu être ainsi esquivé. La réponse est au fond qu'il ne s'agit pas tellement de financer les retraites que de ne plus avoir à les financer, en les faisant sortir, autant que faire se peut, du champ de la protection sociale.

Cette grille de lecture permet d'élargir la problématique à tous les volets de l'État social, pour montrer que le projet néo-libéral fait système et constitue une véritable entreprise de *démolition sociale*. C'est l'objet du deuxième chapitre, qui s'appuie sur la réforme programmée de l'assurance-maladie pour mieux analyser les objectifs communs à toutes ces « réformes ». En cherchant bien, on trouve du côté de la « refondation sociale » du Medef, les éléments de cohérence d'un projet de société fondé sur le risque, promu au rang de valeur politique et philosophique.

La France n'est évidemment pas le seul terrain d'opération. La même entreprise se déploie dans le cadre de la mondialisation, et plus précisément au niveau européen. Le troisième chapitre, consacré à l'analyse de la *machinerie européenne*, s'attache à décrypter le rôle central joué par les institutions européennes dans la coordination des politiques néo-libérales autour de lignes directrices clairement définies. On verra que les principes énoncés par le récent projet de Constitution proposent d'inscrire dans le marbre la soumission des aspirations sociales aux exigences d'une économie et d'une société de marché.

On s'efforcera enfin de réfléchir sur les alternatives. Elles existent, mais doivent franchir un double obstacle. Il faut d'abord récuser les arguments de la raison économique libérale dont les bienfaits sont de plus en plus virtuels et, en tout cas, accaparés par une mince couche sociale de privilégiés. Il faut ensuite penser la modernité régressive qui est la nôtre et récuser les accusations d'archaïsme. Un projet alternatif, fondé sur la garantie de droits sociaux élargis, doit s'affirmer comme une nouvelle modernité et viser haut : il doit ne pas hésiter à poser *la civilisation comme alternative*. Et il ne pourra sans doute le faire qu'avec un degré de radicalité nécessaire au dépassement du social-libéralisme.

## Conclusion

### La proximité du radicalisme

Partout dans le monde avance une offensive néo-libérale qui remet en cause les acquis de l'État social au nom de la modernité mondialisée. Bien loin de subir passivement ce processus, l'État se fait antisocial pour en devenir l'agent conscient en s'immolant sur le temple de la marchandise. Les résistances sont déconsidérées comme autant de crispations archaïques. Les concessions social-libérales sont à chaque fois prises comme points d'appui pour de nouvelles réformes régressives. Le modèle qui se met en place ne dispose d'aucune légitimité, échappe de plus en plus à toute instance de régulation et s'enlise régulièrement dans la récession. Ce mécanisme incontrôlé s'apparente à une véritable fuite en avant que rien ne réussit à auto-limiter durablement.

C'est donc le moment d'être radical<sup>3</sup> ! Mais cette nécessité s'inscrit dans un cadre particulier. Car la nouvelle radicalité se borne au fond à demander le possible. Qu'il s'agisse d'emploi ou de protection sociale, les aspirations portées par les mouvements sociaux, ne supposent aucun Grand Soir, ne tablent sur aucun Éden utopique et se bornent à exiger la pleine satisfaction de droits sociaux. C'est ce qui fait la force et la faiblesse de cette radicalité anti-libérale. Sa grande faiblesse, car elle prête le flanc à des accusations de nostalgie, de crispation sur des « privilèges » ancestraux. Les nouveaux réactionnaires seraient toutes celles et ceux qui n'ont pas compris le sens des mutations inéluctables. Les adversaires des fonds de pension seraient en somme aussi rétrogrades que pouvaient l'être les opposants aux chemins de fer au XIX<sup>e</sup> siècle. C'est pourquoi la lutte idéologique, le travail sur les représentations et la notion même de « modernité » sont essentiels. On pourrait rétorquer, comme dans les cours de récréation, que « c'est c'lui qui l'dit qu'y est ». Car les controverses économiques semblent se reproduire à l'identique, d'un siècle à l'autre. Les discours contemporains sur l'employabilité et le coût du travail rappellent furieusement les arguments d'un semblable débat qui avait eu lieu autour des Lois sur les pauvres. Voilà, par exemple, ce qu'écrivait Malthus en 1846 : « Il est fort à désirer que les classes ouvrières soient bien payées, par une raison bien plus importante que toutes les considérations relatives à la richesse ; je veux dire, pour le bonheur de la grande masse de la société. Mais une grande augmentation de consommation parmi les classes ouvrières doit beaucoup augmenter les frais de production ; elle doit aussi faire baisser les profits, et diminuer ou détruire les motifs qui engagent à accumuler (...) Si chaque travailleur venait à consommer le double du blé qu'il consomme à présent, un tel surcroît de demande, bien loin d'encourager la richesse, ferait probablement abandonner la culture de beaucoup de terrains, et amènerait une grande diminution du

---

<sup>3</sup> Paul Krugman, « It's time to get radical », *Fortune*, 9 juillet 1998.

commerce intérieur et extérieur<sup>4</sup>. » Cet argumentaire n'évoque-t-il pas, point pour point, ceux que l'on entend aujourd'hui ? Malthus, ce théoricien de la consommation des riches, dit-il des choses très différentes d'un Alain Minc, assurant, avec un cynisme presque jubilatoire que « l'inégalité est un élément essentiel de la dynamique capitaliste<sup>5</sup> » ?

La modernité néo-libérale n'est décidément pas aussi moderne qu'elle le prétend. Après tout, est-il vraiment moderne de vivre dans un sentiment d'insécurité généralisée (le « risque »), et au nom de quoi faudrait-il renoncer à la Sécurité sociale, cette « seconde nature », pour reprendre les termes d'Ewald, qui est après tout un élément de civilisation ? Est-il vraiment souhaitable de revenir à une « première nature » qui évoque plutôt le XIX<sup>e</sup> siècle qu'un avenir radieux ? L'attachement à la protection sociale et aux services publics est largement majoritaire. Chaque situation de catastrophe (comme les tempêtes ou encore la canicule de l'été 2003) révèle la confiance placée par les citoyens en un État protecteur et la demande qu'ils leur adressent. On pourfend les fonctionnaires, mais qui voudrait réduire le nombre d'instituteurs, d'infirmières ou d'agents de l'équipement qui rétablissent les communications en cas d'inondation ? L'idée selon laquelle tous ces « risques » seraient mieux couverts par des assurances individuelles ne tient pas la route une seconde, confrontée à n'importe quelle échéance concrète.

La question se pose alors de savoir au nom de quelle rationalité supérieure, il faudrait renoncer à des éléments aussi importants de civilisation. La seule réponse possible apparaît de plus en plus clairement, et renvoie à la volonté de couches sociales étroites à profiter des transformations de l'économie pour accaparer tout ce qui peut l'être. C'est exactement ce modèle qui s'est installé aux États-Unis où *Business Week* titrait sur la « guerre de classes » dans son édition du 20 janvier dernier, à propos de la mesure prise par George W. Bush de défiscalisation totale des dividendes. Dans le *New York Times* du 20 octobre 2002, Paul Krugman montrait à quel point les inégalités s'étaient creusées depuis vingt ans aux États-Unis. Entre 1979 et 1997, le revenu national a augmenté de 66 %, mais le revenu médian – celui d'une famille du milieu de la distribution – de 10 % seulement, et il a même baissé dans le cas des 20 % de ménages les plus pauvres. Bref, les salariés américains ont travaillé plus intensément, et plus longtemps, mais la majeure partie du surcroît de richesse produit par la fameuse « nouvelle économie » a été accaparée par une couche sociale extrêmement étroite. Il s'agit donc là d'une légitimité extraordinairement restreinte.

L'exemple des États-Unis montre que, derrière l'hymne à la compétitivité, l'enjeu est la défense d'intérêts sociaux aux appétits démesurés. Toute remise en cause un peu vigoureuse de ces droits acquis sur

---

<sup>4</sup> Thomas R. Malthus, *Principes d'économie politique considérés sous le rapport de leur application pratique*, Calmann-Lévy, Paris, 1969.

<sup>5</sup> Alain Minc, *www.capitalisme.fr*, Grasset, Paris, 2000.

les richesses produites est dénoncée comme anti-économique. Elle entraînerait évidemment des mesures de rétorsion, sous forme de délocalisations, de sorties de capitaux ou d'évasion fiscale. Cette mobilité du capital, sciemment organisée par la déréglementation, est sa grande supériorité sur le travail. Il y a malgré tout des limites objectives à ces mesures de représailles : quitter un pays, c'est aussi perdre un marché ; on peut (plus ou moins facilement) faire sortir des capitaux mais on ne peut pas aussi aisément déplacer les véritables forces productives : les hommes, les savoir-faire, les machines et les réseaux.

La force de la nouvelle radicalité est d'être légitime : elle réclame le possible et représente des aspirations majoritaires. Si les revendications mises en avant apparaissent comme radicales, en dépit de leur relative modestie, c'est parce qu'elles se heurtent presque immédiatement aux critères d'un capitalisme extraordinairement rigide. Le très beau slogan « le monde n'est pas une marchandise » souligne bien cette ambivalence : l'exigence qu'il exprime est au fond assez élémentaire, tout en se révélant parfaitement subversive. Il renvoie à la nature du capitalisme contemporain, qui est d'une brutalité et d'une violence ouvertement revendiquées, derrière l'euphémisation générale.

La tactique de transformation sociale doit donc prendre appui sur cette faible légitimité pour lui opposer un bon droit majoritaire. Un peu comme au judo, il s'agit de retourner contre l'adversaire une offensive trop appuyée, afin de le déstabiliser. On peut ici paraphraser Marx parlant des fossoyeurs que produit le capitalisme et montrer que la globalisation de l'offensive produit la nécessité d'une riposte globalisée. Pour que celle-ci s'amorce, il convient de situer l'affrontement où il se joue vraiment, à savoir au niveau du rapport d'exploitation le plus fondamental, et non dans la « superstructure » du capital, dans de supposées rivalités opposant le capitalisme productif et les méchants spéculateurs boursiers. Si on ne se laisse pas impressionner par les coups de bluff sur la finance, la mondialisation et le risque, on s'aperçoit que le mouvement social dispose d'énormes capacités de résistance. Mais celles-ci ne peuvent être mobilisées qu'à condition de désigner clairement le projet capitaliste au lieu d'en minimiser la portée pour mieux l'accompagner. Il est alors possible d'organiser le basculement qui conduit d'une résistance défensive à des mobilisations fondées sur une légitimité anticapitaliste pratique. Nous n'en étions pas si loin en 1995, et il se pourrait bien que nous nous en soyons encore rapprochés en 2003.